



PLANIFICATION FAMILIALE

Le Partenariat de Ouagadougou

RAPPORT FINAL DE LA 6^{ème} RÉUNION ANNUELLE DU PARTENARIAT DE OUAGADOUGOU CONAKRY, GUINÉE 12-14 DÉCEMBRE 2017



**L'AUTONOMISATION
DE LA FEMME ET
LA REVOLUTION
CONTRACEPTIVE**

#RAPO17

<http://www.partenariatouaga.org>



LISTE DES ACRONYMES

AGBEF :	Agence Guinéenne de Bien Être Familial
ASC :	Agent de Santé Communautaire
AFD :	Agence Française de développement
BM :	Banque Mondiale
BMGF :	Bill & Melinda Gates Foundation
CAP :	Connaissance Attitude et Pratique
CEDEAO :	Communauté Économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
PANB :	Plan d’Action National Budgétisé
CROSC/PF :	Coalition Régionale des Organisations de la Société Civile/Planification Familiale
CS4FP :	Civil Society For Family Planning
DD :	Dividende démographique
DIU-PP :	Dispositif Intra Utérin Post Partum
DMPA-SC :	Depot-medroxyprogesterone acetate - Sous Cutané
DNSFN :	Direction Nationale de la Santé Familiale et de la Nutrition
DSME :	Direction de la Santé de la Mère de l’enfant
FP2020 :	Planification familiale 2020
GFF :	Global Financing Facility
GIZ :	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
IEC :	Information Education Communication
JA :	Jeune Ambassadeur
MS :	Ministère de la Santé
MSHP :	Ministère de la Santé et de l’Hygiène Publique
ODD :	Objectifs du Développement Durable
OOAS :	Organisation Ouest Africaine de la Santé
OMS :	Organisation mondiale de la Santé
OSC :	Organisation de la Société Civile
PO :	Partenariat de Ouagadougou
PF :	Planification Familiale
PFPP :	Planification Familiale Post Partum
PSI :	Population Service International
PTF :	Partenaire Technique et Financier
RA2017 :	Réunion annuelle 2017
SR :	Santé de la Reproduction
SRAJ :	Santé de la Reproduction des Adolescents et des Jeunes
TPCm :	Taux de Prévalence Contraceptive moderne
UA :	Union Africaine
UCPO :	Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou
UNFPA :	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF :	Fonds des nations Unies pour l’Enfance
USAID/WA :	Agence américaine de développement international- Bureau Afrique de l’Ouest

SOMMAIRE

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE	4
I- INTRODUCTION.....	6
1.1 Contexte	6
1.2 Objectifs.....	7
1.3 Participation	7
1.4 Approche méthodologique	8
1.5 Cérémonie d'ouverture.....	8
II- PROGRES REALISE EN 2017 DANS LES PAYS DU PO	9
2.1 Vue globale sur le progrès des 9 pays	9
2.2 Quelques initiatives des pays expliquant les performances réalisées.....	10
2.3 Focus sur le pays hôte, la Guinée	11
2.4 L'avis des pays du PO sur les progrès réalisés.....	11
2.5 Autonomisation de la femme et révolution contraceptive : Avis des leaders africains	12
2.6 L'autonomisation de la femme passera par l'accès universelle à la Planification familiale	13
III- MAINTENIR LE MOMENTUM.....	14
3.1 Les innovations et les engagements des pays et des membres du PO	14
3.2 La diversité d'expériences entre les Partenaires	15
3.2.1 <i>Etendre l'accès des femmes à la PF.....</i>	<i>16</i>
3.2.2 <i>Accélérer la mise en œuvre des approches à hauts impacts des PANB/PF.....</i>	<i>16</i>
3.2.3 <i>Mobiliser les financements alternatifs pour les PANB/PF.....</i>	<i>17</i>
3.2.4 <i>Engager davantage les jeunes.....</i>	<i>17</i>
IV- REGARDS VERS L'AVENIR.....	18
4.1 Concertations des pays.....	18
4.1.1 <i>Rendre le partenariat fonctionnel au niveau pays.....</i>	<i>18</i>
4.1.2 <i>Mieux suivre les engagements renouvelés à Londres.....</i>	<i>19</i>
4.1.3 <i>Concertation des Jeunes et des membres du Think Tank Jeune.....</i>	<i>19</i>
V- CONCLUSION	20
VI- RECOMMANDATIONS DE LA REUNION ANNUELLE 2017	21
ANNEXES.....	22
ANNEXE 1 : Résultats du 3 ^{ème} Concours d'excellence en production médiatique sur la PF.....	22
ANNEXE 2 : Messages Positifs des parties prenantes du PO	22
ANNEXE 3 : Agenda, Dossier Média et Photos ; Participants.....	25
ANNEXE 4 : Documentation de la RA2017 (Discours, Brochure, TDR, Présentations, Fiches Pays).....	25

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE

La Guinée a abrité à Conakry, la 6^{ème} Réunion Annuelle du Partenariat de Ouagadougou (PO) du 12 au 14 décembre 2017 avec comme thème : « *Autonomisation de la Femme et Révolution Contraceptive* ». Les enjeux majeurs furent : (1) l'amélioration du statut de la femme et conséquemment sa santé ; (2) la promotion de la liberté de choix, particulièrement en matière d'accès et ; (3) la participation de la femme au développement économique car il est reconnu que l'autonomisation de la femme est un atout pour le développement socio-économique.

Environ 400 participants ont assisté à cette réunion, notamment les délégations des pays du PO, des jeunes, des religieux, des journalistes, des organisations de la société civile (OSC), des représentants des partenaires techniques et financiers ; des institutions régionales, des parlementaires, des maires et des acteurs du secteur privé.

Cette 6^{ème} réunion annuelle 2017 (RA2017) a été à nouveau, l'opportunité pour les membres du PO de faire un bilan de l'année 2017 et envisager les mesures pour relever les principaux défis en matière de santé de la reproduction et planification familiale (SR/PF). C'est ainsi que les participants ont pu faire le point sur : (1) les réalisations communes à l'ensemble des membres du PO, (2) Les processus mis en place pour atteindre ces réalisations (3) les stratégies à mettre en œuvre pour combler les gaps et maintenir l'élan, 4) les perspectives pour l'atteinte des objectifs 2020 de la phase d'accélération en cours d'exécution.

Après deux ans de mise en œuvre de sa Phase d'Accélération (2016-2020), le PO a fait des progrès plus que remarquables. Les 9 pays ont enregistré environ 910 000 utilisatrices additionnelles en 2017, soit 41% de l'objectif global. Ce qui a eu comme impact d'éviter 227 000 grossesses non désirées, 74 000 avortements à risque et 820 décès maternels. En 6 ans (2011-2017) les pays ont pratiquement atteint autant de femmes additionnelles utilisatrices de méthodes modernes de contraception (2,3 millions) que durant les 21 années précédentes (environ 3 millions de femmes de 1990 à 2011). L'analyse des performances des pays a permis de relever que sur les 2 années de la phase d'accélération, trois (3) pays ont dépassé les cibles 2017, pendant que 3 autres n'ont pas été loin des cibles attendues ; et les trois (3) autres sont bien en deçà des cibles 2017 en termes de femmes additionnelles. Malgré ces progrès remarquables, il a été reconnu que les pays ne devraient pas « dormir sur leurs lauriers ». Si depuis 2011, le momentum du PO a été maintenu, c'est en partie parce que les parties prenantes se retrouvent chaque année pour échanger, apprendre les uns des autres et engager des réflexions pour identifier des stratégies à mettre en œuvre pour le renforcement du partenariat.

Il faut rappeler que l'environnement y est favorable car, lors du Sommet de Londres en Juillet 2017, les 9 pays du PO ont renouvelé leurs engagements en faveur de la PF devant la communauté internationale, y compris leur volonté de reconnaître l'accès à la PF comme étant un droit inhérent à tout individu. Ils ont également reconnu qu'aucun développement n'est

possible sans la garantie d'accès aux services de SR/PF à toute personne qui en exprime le besoin.

Le focus sur le pays hôte (la Guinée) de la réunion annuelle a montré les efforts déployés par le pays malgré l'épidémie d'Ebola (2014-2016); les jeunes ambassadeurs, les femmes, les autorités des instances locales décentralisées, les parlementaires, les leaders religieux, les organisations de la société civile ont partagé leurs riches expériences qui ont permis de renforcer le système de santé et d'améliorer l'accès des populations aux services de SR/PF.

Les travaux de la RA2017 à Conakry, ont permis à travers des panels de haut niveau, aux leaders politiques, de gouvernements et hauts cadres d'institutions régionales de discuter entre autre : (1) les efforts fournis par les pays pour la mise en œuvre des activités de SR/FP au niveau communautaire; (2) la riche expérience du Burkina sur la gratuité des services de PF pour combler les besoins non satisfaits des populations; (3) comment la révolution contraceptive est possible dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et les raisons des retards enregistrés; (4) comment la PF contribue à l'autonomisation de la femme (exemple de la Guinée).

Les différentes parties prenantes ont partagé leurs expériences qui ont mis en évidence (1) des initiatives autour des jeunes, des femmes, des organisations de la société civile, des autorités locales, des parlementaires et des autorités religieuses dans les efforts de repositionnement de la PF; (2) les approches ayant fait leurs preuves dans l'engagement des femmes et des jeunes dans les activités de promotion et de pratique de la planification familiale ; (3) le rôle des leaders religieux et communautaires et des acteurs politiques dans la promotion d'une sexualité responsable des femmes et des jeunes, et leur rôle d'accompagnement qui ne doit pas se limiter qu'aux jeunes en union; (4) les moyens d'optimiser les résultats positifs enregistrés dans les pays du PO ; (5) quelques voies et modalités pour l'accélération des initiatives d'intégration de la PF dans les activités socio-éducatives et socio-professionnelles.

Sur le plan financier, bien que la planification familiale continue d'être une priorité pour les bailleurs de fonds et que leurs contributions aient atteint un montant de 126 millions de dollars en 2016, il a été fortement recommandé que tous les pays du PO respectent leur engagement d'augmenter d'au moins 10% par an la part des budgets de leur État allouée à l'achat des produits contraceptifs. L'exemple du Burkina Faso, qui s'engage à mettre en 2018, 1,3 milliards de FCFA dans l'achat des produits contraceptifs, est à saluer et à encourager.

Il en est ressorti que l'accès universel à la contraception est reconnu comme un des leviers importants pour la réalisation de la révolution contraceptive. Ainsi, même si le thème de la RA 2017 englobait un sous-thème ambitieux, à savoir « la révolution contraceptive » tant souhaitée et constamment réitérée par les jeunes, elle est possible en Afrique de l'ouest francophone si chaque partie prenante du PO jouait son rôle et respectait ses engagements.

I- INTRODUCTION

1.1 Contexte

Neuf pays de l'Afrique de l'Ouest francophone (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo) ont reconnu l'urgence d'agir ensemble en faveur de la Planification Familiale (PF) et ont créé ce que l'on appelle désormais le Partenariat de Ouagadougou (PO). Ce mouvement a été lancé depuis Février 2011.

Le PO est constitué d'une part par les gouvernements des neuf pays, de la société civile avec les jeunes et le secteur privé, et d'autre part les bailleurs de fonds qui les accompagnent. Ces parties prenantes sont représentées au niveau de chaque pays par des points focaux, qui sont les relais du PO et de l'initiative globale de Planification Familiale 2020 (FP2020).

Les pays ont élaboré depuis 2012 des plans d'action nationaux budgétisés de PF (PANB/PF) et pour en suivre la mise en œuvre, ils se rencontrent chaque année depuis 2011 pour échanger sur les progrès et défis, discuter de leurs intérêts communs, et surtout apprendre des uns et des autres les bonnes pratiques à dupliquer. Les bailleurs de fonds et partenaires techniques participent activement à ces rencontres.

La réunion annuelle du PO se veut ainsi un espace inclusif, mobilisateur et fédérateur de toutes les parties prenantes et acteurs travaillant sur la santé reproductive et la planification familiale (SR/PF) dans la sous-région. Elle vise à établir et à faciliter des habitudes et relations de travail collégiales, à échanger les bonnes pratiques, à identifier de nouveaux projets ou approches innovatrices, à célébrer les réussites et à inspirer les progrès futurs.

Pour rappel, les Ministres de la Santé des pays du PO de concert avec leurs partenaires, avaient adopté en décembre 2015 une phase d'accélération (2016-2020) du Partenariat de Ouagadougou (PO) et fixés l'objectif d'atteindre 2,2 millions de femmes additionnelles utilisatrices de méthodes contraceptives modernes à l'horizon 2020. Conformément à sa fonction de suivi des progrès, l'Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou (UCPO) poursuit l'organisation des rencontres annuelles des parties prenantes pour renseigner sur l'état d'avancement vers cet objectif. C'est ainsi que la 5^{ème} réunion annuelle tenue à Abidjan l'an dernier, sous le thème « *Promouvoir la contraception c'est garantir un meilleur avenir des jeunes* » avait permis de faire le bilan sur les progrès réalisés par les 9 pays du PO durant l'année 2016. Les 9 pays du PO ont, pour cette première année, atteint 375 000 femmes additionnelles¹. Ce qui a eu comme impact d'éviter 92 000 grossesses non désirées, 30 000 avortements à risque et de sauver 350 vies.

Bien que très encourageants, ces résultats ont montré le retard qu'accusait l'ensemble des 9

¹ Ce chiffre a été mis à jour en 2017 sur la base des nouvelles estimations de Track20. Il est actuellement estimé que les 9 pays ont eu 527 000 femmes additionnelles pour la période de Juin 2015 à Juin 2016. Cette différence d'écart est due à la prise en compte de nouvelles publications des résultats d'enquêtes dans les pays, mais aussi à des ateliers de consensus de track20 qui permettent de valider les données des pays.

pays dans l'atteinte de leur objectif commun. Il est apparu que si la tendance se maintenait, les 9 pays du PO n'atteindraient pas l'objectif de 2,2 millions de femmes additionnelles attendues, et accuseraient un gap important estimé à 274 000 femmes additionnelles.

Les questions fondamentales posées lors de la réunion de 2016 étaient de savoir : (1) Si les pays étaient réellement en mode d'accélération, (2) si les recommandations de la phase d'accélération étaient effectivement prises en compte, à savoir le renouvellement des plans d'action budgétisés intégrant les stratégies à hauts impacts, les jeunes, l'approche multisectorielle, la mobilisation des ressources alternatives et endogènes, la sécurisation contraceptive et enfin, (3) comment les pays comptaient améliorer la mise en œuvre de leurs PANB/PF.

Les autorités Guinéennes ont accepté d'abriter à Conakry la 6^{ème} Réunion Annuelle du Partenariat de Ouagadougou du 12 au 14 décembre 2017 dont le thème fédérateur retenu sur une base participative est : « *Autonomisation de la Femme et Révolution Contraceptive* ». Les enjeux majeurs sont : (1) l'amélioration du statut de la femme et conséquemment sa santé ; (2) promouvoir la liberté de choix, particulièrement en matière d'accès aux services et; (3) la participation de la femme au développement économique.

1.2 Objectifs

Cette 6^{ème} réunion annuelle a été à nouveau l'occasion pour les membres du PO de faire le bilan de l'année 2017 et en particulier :

- Réfléchir sur les stratégies spécifiques pour que le PO puisse résoudre les problèmes liés aux droits des femmes, à leur autonomisation et vice versa ;
- Évaluer les progrès réalisés par les pays individuellement, et collectivement ;
- Partager les leçons apprises et échanger sur les difficultés du partenariat au niveau des pays
- Discuter des défis communs comme l'effectivité du partenariat et de la coordination au niveau national, les échanges entre pays, la mise en œuvre des initiatives à haut impact visant à soutenir les PANB/PF ;
- S'accorder sur les perspectives de l'année 2018 afin de consolider les acquis ;
- Identifier les initiatives et approches les plus pertinentes à mettre en œuvre afin d'atteindre les objectifs de la phase d'accélération du PO.

1.3 Participation

Environ 400 participants ont assisté à cette 6^{ème} réunion annuelle à savoir :

- 1) Les délégations des pays du PO au nombre de 13 personnes par pays, en dehors du pays hôte (Représentants des gouvernements, des jeunes, des religieux, des journalistes et des organisations de la société civile (OSC)
- 2) Des représentants des bailleurs de fonds y compris ceux du groupe clé des bailleurs du PO (Fondation Bill & Melinda Gates, Fondation William et Flora Hewlett, le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères de la France, l'Agence française de Développement (AFD), UNFPA, USAID, Canada et Pays Bas)

- 3) Les institutions régionales dont l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) ; 4) les partenaires techniques ; 5) les parlementaires et maires ; les acteurs du secteur privé.

1.4 Approche méthodologique

La 6^{ème} réunion annuelle s'est déroulée sur trois jours à l'Hôtel Sheraton Grand Conakry. **La première journée** fut consacrée aux progrès réalisés par l'ensemble des membres du PO ; elle a donné l'occasion au pays hôte, la Guinée, de présenter ses réalisations, ses défis et ses perspectives. Elle a aussi donné la parole aux personnalités de haut niveau, des pays, mais également des institutions régionales et internationales et les bailleurs de fonds, de pouvoir s'exprimer sur leurs visions. **La seconde journée** a été consacrée aux initiatives et aux apprentissages des différentes parties prenantes, axés sur l'autonomisation de la femme et la révolution contraceptive ; et **la troisième journée** a permis au partenariat de se projeter dans le futur eu égard aux progrès, opportunités et défis discutés durant les 2 jours précédents. Une visite régulière des Posters et Exposition photos a été organisée durant les 3 jours, permettant ainsi d'apprendre des initiatives diverses des partenaires. A la fin du premier jour, un cocktail dinatoire a été offert aux participants par le Gouvernement de la Guinée et le 2^{ème} jour, l'ensemble des participants ont été conviés à un dîner offert par L'Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou (UCPO), lors duquel le Jury du 3^{ème} Concours d'excellence en production médiatique sur la PF organisé par l'UCPO et Population Council à l'intention des journalistes des pays du PO a procédé à la remise des prix aux lauréats des prix radio, presse écrite/en ligne, blogs (Annexe 1).

1.5 Cérémonie d'ouverture

Après les prestations d'un ensemble musical culturel Guinéen, le mot de bienvenue aux participants a été prononcé par le Dr Abdourahmane Diallo, Ministre de la Santé de la Guinée. Il a interpellé toutes les parties à la mise en œuvre rapide des recommandations et des engagements des Chefs d'État et de Gouvernements faites au Sommet d'Addis Abeba cette année 2017. Mme Fatimata Sy, Directrice de l'UCPO a fait un rappel des engagements qui doivent guider les pays, les partenaires et les différentes parties prenantes. Elle a aussi rappelé les enjeux importants et insisté qu'en plus de l'objectif de 2,2 millions de femmes additionnelles utilisatrices des méthodes contraceptives modernes, les pays ont aussi décidé de procéder à la revue et révision de leur PANB pour y intégrer les recommandations des 9 ministres de la santé.

Sommet de Londres

Les 9 pays du PO ont renouvelé devant la communauté internationale, lors du sommet de Londres en juillet 2017, leurs engagements en faveur de la PF, qui précise leur volonté de reconnaître l'accès à la PF comme étant un droit inhérent à tout individu. Ils ont également souligné qu'aucun développement n'est possible sans cette garantie d'accès à toute personne qui en exprime le besoin.

Se sont ensuite succédés les mots du :

- 1) Dr Laurent Assogba, Directeur Adjoint de l'OOAS qui a rappelé la place de la PF dans le développement socio-économique des pays de la CEDEAO

- 2) Mr Mabingué Ngom, Directeur Régional UNFPA WCARO qui a rappelé le lancement de la feuille de route de l'Union Africaine sur le Dividende démographique dont la satisfaction des progrès constatés ; il a exhorté de passer de la théorie à la pratique
- 3) SEM. Dennis Hankins, ambassadeur des USA en Guinée, qui a rappelé que l'autonomisation des femmes avec l'appui des hommes jouera un rôle crucial dans le développement des pays
- 4) SEM. Matthias Veltin, Ambassadeur d'Allemagne en Guinée a pour sa part apprécié les progrès du PO et assuré que son pays va poursuivre ses efforts dans le sens de l'atteinte des objectifs de 2020
- 5) SEM. Jean-Marc Groscurin, Ambassadeur de France en Guinée a notifié que la France a fait de l'accès aux méthodes modernes de contraception l'un des trois principaux axes de sa stratégie concernant la santé sexuelle et reproductive.

Les jeunes ambassadeurs pour la SR/PF de la Guinée ont à leur tour, dans un message fort de plaidoyer adressé à l'endroit de Monsieur le Premier Ministre, demandé l'effectivité de la gratuité des produits contraceptifs en Guinée et en particulier pour les jeunes afin de renforcer les efforts visant à alléger les souffrances et le fardeau socio-économique des jeunes femmes et filles.

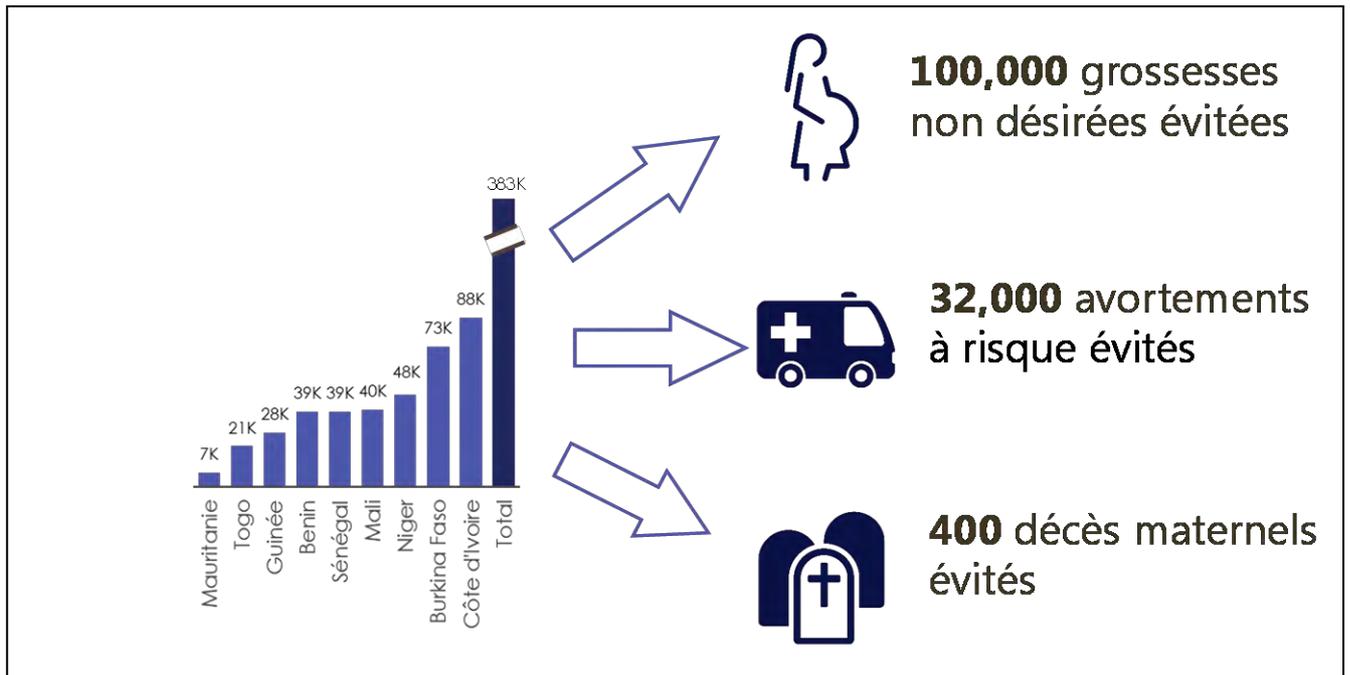
SEM Mamady Youla, Premier Ministre de la Guinée, a une fois de plus réaffirmé la volonté, la détermination et l'engagement du Président de la République de Guinée, Président de l'Union Africaine et ceux des dirigeants Africains sur les questions de dividende démographique et d'autonomisation de la femme pour un développement socio-économique des pays. Il a ensuite, au nom de Son Excellence le Professeur Alpha Condé, Président de la République, procédé à l'ouverture officielle de la 6^{ème} RA2017.

II- PROGRES REALISE EN 2017 DANS LES PAYS DU PO

2.1 Vue globale sur le progrès des 9 pays

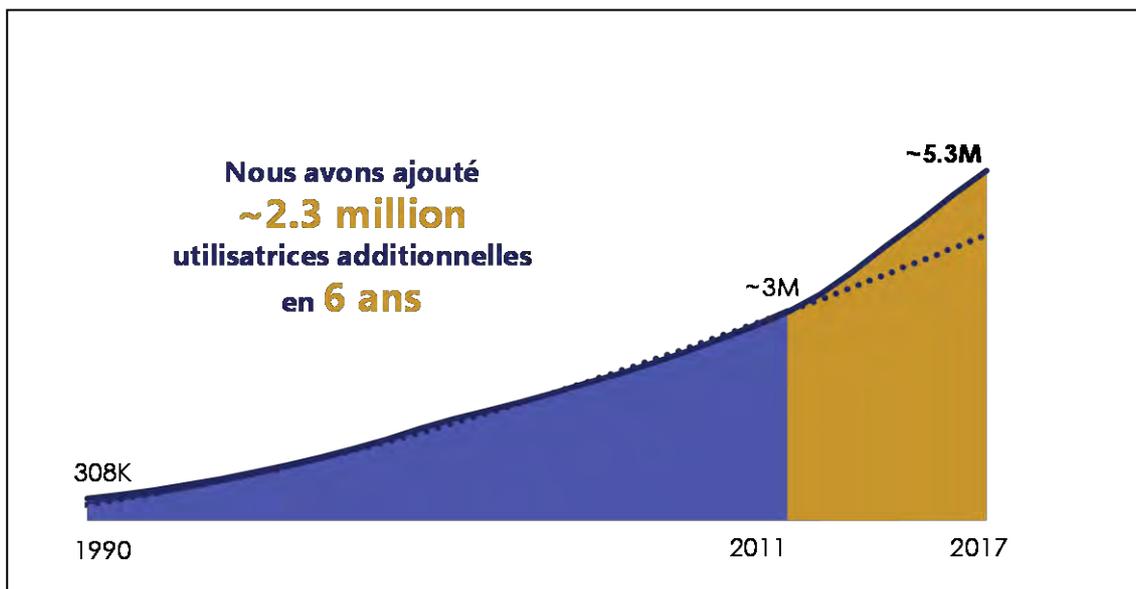
L'UCPO, à travers sa Directrice, a présenté à l'ensemble des participants le progrès global réalisé par les 9 pays du PO en 2017 par rapport aux objectifs de 2020 fixés. Il en est ressorti qu'environ 910 000 femmes additionnelles ont été atteintes. Des résultats impressionnants, soit 41% de l'objectif global de 2,2 millions prévus pour 2020. Pour l'année 2017, les 9 pays ont colligé 383 000 femmes additionnelles. Cette présentation a mis en exergue les réalisations de chaque pays. Il nous a ainsi été donné de constater que 3 pays sur 9 (Le Bénin, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire) ont dépassé leurs objectifs attendus pour l'année 2017, 3 autres (la Mauritanie, le Sénégal, et le Togo) ont eu des performances légèrement en deçà des objectifs attendus 2017. Les 3 autres (La Guinée, le Mali et le Niger) ont eu des résultats éloignés de leurs objectifs attendus de 2017. Dans l'ensemble, comme le présente le graphique 1 ci-dessous, nous estimons que ces réalisations ont eu un impact important sur la vie et la santé des femmes et des filles.

Graphique 1 : Résultats d'impacts 2017 des 383 000 femmes additionnelles de 2017



D'une manière générale, les performances du Partenariat de Ouagadougou sont en train d'améliorer la santé des femmes et filles en Afrique de l'Ouest. On constate que les 9 pays du PO ont réalisé en 6 ans (de 2011 à 2017) presque ce qu'ils ont eu à faire lors des 21 dernières années (de 1990 à 2011)

Graphique 2 : Les performances des 9 pays du PO en 6 années



2.2 Quelques initiatives des pays expliquant les performances réalisées

En sommes, les pays déroulent effectivement leur PANB/PF. Les performances réalisées sont les résultats du développement et de la mise en œuvre de plusieurs initiatives au niveau de chaque

pays. Le tableau ci-après récapitule quelques initiatives mise en œuvre par les pays, afin de renforcer l'accès des femmes et des filles aux méthodes de contraception moderne.

Tableau 1 : Quelques initiatives mises en œuvre dans les pays depuis le lancement de la phase d'accélération

Bénin	L'introduction du DMPA-SC
Burkina Faso	La délégation des tâches, l'Offre initiale de pilules, injectables, PFPP
Côte d'Ivoire	La création de la demande à travers segmentation des cibles, la délégation des tâches et la DBC
Guinée	L'introduction du DIU-PP; l'introduction de la PF dans les sites non traditionnels le renforcement de la chaîne de l'approvisionnement
Mali	L'intensification de la Semaine PF
Mauritanie	La revue du CIP avec appui du Niger, la loi SR votée
Niger	L'introduction et formation sur l'Implanon NXT, la création de la demande, l'approche de la segmentation, l'école des Maires
Sénégal	L'appropriation de la stratégie du dernier km par état; la délégation de tâches, le passage à l'échelle
Togo	Le nouveau CIP et éducation sexuelle complète, l'intégration de la PF dans les activités communautaires (Paludisme, Nutrition, etc)

2.3 Focus sur le pays hôte, la Guinée

Il est de coutume lors des réunions annuelles du PO de dédier une session entière au pays hôte. C'est une opportunité offerte à ce pays de partager avec les autres ses réalisations. C'est également un moment de plaidoyer important, qui peut servir à ce pays, afin d'interpeller les acteurs nationaux, et particulièrement les décideurs, sur des questions importantes à considérer. Cette année, la Guinée a pu saisir cette occasion pour partager avec les autres pays, l'état de mise en œuvre de son PANB/PF.

Ainsi, malgré les effets négatifs de l'épidémie d'Ebola qui avait paralysé le système de santé, la Guinée avance relativement bien dans la mise en œuvre de son PANB/PF. Plusieurs initiatives y ont été développées, comme l'introduction de la planification familiale dans le post-partum et le dispositif intra utérin, post-partum (PFPP/DIUPP) pour augmenter l'accès aux services de PF et réduire les besoins non satisfaits. Toujours dans le souci de renforcer l'accès et l'autonomisation des femmes, la Guinée a aussi développé des initiatives intéressantes comme l'introduction des produits de PF dans les espaces non conventionnels comme les salons de coiffures.

2.4 L'avis des pays du PO sur les progrès réalisés

Suite aux diverses présentations sur les progrès réalisés par les pays du PO, une session de deux panels a rassemblé les représentants et chefs des délégations des pays. Elle leur a permis de réagir sur le progrès de leur pays, mais aussi de mener des réflexions sur leurs réalisations et les initiatives qu'ils devraient mettre en place pour améliorer ou soutenir leur progression. Ainsi les 9 chefs de délégations, ont pu s'exprimer sur l'état de lieu de la délégation des tâches dans leur pays, sur les actions impérieuses à mettre en œuvre pour l'accélération, et sur la nécessité de renforcer la création de la demande en PF.

Il ressort des analyses des résultats de chaque pays du PO que beaucoup de choses ont été faites pour le renforcement de l'offre et l'accès aux services, mais que la demande reste encore faible et que c'est également la composante qui bénéficie de très peu de financements. En 2016, l'analyse des financements des bailleurs clés du PO, réalisée par l'UCPO, montrait que seul 13% des \$106 millions appuyaient la création de la demande, contre 58% et 21% respectivement sur l'offre et l'accès des services et l'achat des produits contraceptifs.

Il faut dire que donner la parole aux acteurs de terrain, pleinement impliquer dans la prise de décision pour la mise en œuvre des PANB, est un élément central qui permet à ces derniers de soulever les challenges rencontrés, mais aussi d'apprendre des autres de la meilleure façon d'apporter des solutions à ces challenges. C'est aussi des moments d'inspiration et de partage des idées. C'est la raison pour laquelle, des personnalités de hauts niveaux ont aussi été invités à partager leurs avis et réflexions sur l'autonomisation de la femme et la révolution contraceptive.

2.5 Autonomisation de la femme et révolution contraceptive : Avis des leaders africains

Bien que les pays du PO soient encore bien loin de la révolution contraceptive, c'est-à-dire avoir des prévalences contraceptives de plus de 60%, ce panel de haute facture a connu la participation du Ministre de la Santé et la Ministre de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance de la Guinée, du Directeur Régional de l'UNFPA, du Directeur Général adjoint de l'OOAS, et la Directrice et Chef de coopération du programme Sénégal des affaires mondiales du Canada. Tous ont bien souligné que le thème « autonomisation de la Femme et la révolution contraceptive » englobe plusieurs dimensions. Il serait donc important pour les pays africains de tenir compte des enjeux actuels et du potentiel de chaque pays pour arriver à des taux de prévalence contraceptive moderne (TPCm) nécessaire pour tendre vers la révolution contraceptive. Ces pays devraient aussi aller très vite d'où la nécessité de révolutionner les politiques de santé et impulser un leadership national.

Ce n'est que grâce à ce leadership national que les institutions pourraient changer et contribuer à cette mutation progressive et incontournable vers ladite révolution contraceptive. C'est également ce leadership politique national qui ferait prendre conscience de l'importance d'investir dans la contraception et le considérer comme l'un des piliers solides du dividende démographique au côté de l'éducation, de l'emploi des jeunes et l'autonomisation de la femme. Le Directeur du Bureau Régional de l'UNFPA/WCARO, a saisie l'occasion pour partager la vision globale de l'agenda sur le dividende démographique et le rôle joué par son institution pour accompagner les États dans ce processus important pour la révolution contraceptive.

Dans une vision plus holistique, les discussions ont permis de comprendre que les agendas 2030 des objectifs de développement durable et de l'Union Africaine, offrent aux pays du PO un panorama de partenariats qui pourraient aisément les soutenir à entrer dans la fenêtre d'opportunité pour le dividende démographique. Ce qui constituerait une avancée considérable vers la révolution contraceptive. Il est également ressorti des échanges que l'accès universel à la

contraception est reconnu comme un des leviers importants pour la réalisation de la révolution contraceptive et l'OOAS estime que l'Afrique de l'Ouest peut rattraper son retard à travers la mise en œuvre de la récente résolution régionale sur la délégation des tâches, tout en impliquant fortement les collectivités décentralisées. La Guinée, à travers ses deux ministres, a quant à elle expliqué les efforts fournis pour la gratuité effective des produits SR/FP. Elle a rappelé les objectifs de l'Union Africaine, de former 2 millions d'agents de santé communautaire, dont au moins 17 000 ASC par la Guinée. Il a également été montré comment la PF contribue à l'autonomisation de la femme ; ceci est un gage pour la réduction du fardeau socio-économique des femmes en Guinée.

2.6 L'autonomisation de la femme passera par l'accès universelle à la Planification familiale

On ne saurait parler d'autonomisation de la femme sans parler de l'amélioration de son statut. L'accès à la planification familiale représente un des moyens non négligeables pour améliorer le statut de la femme. Comment y arriver donc dans le contexte des pays du PO? C'est ce qui a été au centre des communications et des discussions qui ont permis aux chercheurs et professionnels d'exposer à la fois sur les expériences et recherches sur les droits de la femme, la planification familiale et l'autonomisation de la femme ; et le rôle et l'implication des hommes.

« Les pays du PO se doivent d'agir maintenant pour accélérer la transition démographique dans leurs pays ! Et ils peuvent compter sur l'UNFPA »
-M. Mabingué Ngom

On peut retenir de ces échanges que l'autonomisation de la femme est un processus de transformation progressive de la société qui passe par l'éducation, l'égalité de genres, avec une promotion bien accrue de la communication dans les couples et l'amélioration des connaissances d'offre de services de SR. L'éducation apparaît comme un levier essentiel pour l'autonomisation de la femme et l'accès à la FP renforce les chances d'accès des filles à l'éducation, facilite l'accès au marché de l'emploi et renforce la prise de décision des filles et des femmes.

A noter que 5 pays du PO (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, et Niger) bénéficient d'un appui de l'UNFPA et de la Banque mondiale pour la mise en œuvre du projet SWEDD. Le SWEDD couvre 6 pays et vise à accélérer la transition démographique et créer les conditions de la réalisation du dividende démographique et la réduction des inégalités entre les sexes dans la région du Sahel. Ce projet se met en œuvre à travers les mécanismes comme (1) la création de

« La révolution contraceptive pour les pays du PO passera par le choix éclairé des femmes pour une libre planification, comme un moyen efficace de leur autonomisation ».

-Mme la Ministre de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance de la Guinée

la demande pour les produits et services de santé maternelle et infantile ; (2) l'amélioration de l'offre de services et la disponibilité en intrants et en personnel qualifié ; (3) le renforcement des capacités nationales et l'engagement politique en faveur du dividende démographique. Ce projet représente une bonne opportunité pour ces pays, et il est impératif de s'assurer qu'il s'aligne au niveau national sur les priorités des

PANB/PF visant à accélérer la transition démographique.

En somme, la révolution contraceptive en Afrique de l'Ouest est à positionner au cœur de la mise en œuvre du dividende démographique dont il est l'un des piliers clé. L'amélioration de l'accès à la planification familiale volontaire et son utilisation sont une intervention essentielle pour résoudre le problème des grossesses non désirées et, ainsi, d'une fécondité élevée.

III- MAINTENIR LE MOMENTUM

Après deux années de mise en œuvre de la phase d'accélération, et bien que les résultats soient encourageants, il est plus qu'important pour les pays de maintenir la tendance, mais surtout d'entretenir le momentum du PO. C'est ainsi qu'une bonne partie des sessions lors de la deuxième journée de la réunion annuelle étaient consacrées au partage d'expériences et aux innovations diverses des pays et des partenaires.

3.1 Les innovations et les engagements des pays et des membres du PO

L'accélération pour l'atteinte des objectifs attendus de 2020, passe par la mise en œuvre d'actions à hauts impacts. Plusieurs pays ont démarré des initiatives à haut impacts et cela était aussi l'occasion pour eux de les partager avec l'ensemble des membres du PO. **Le Burkina Faso**, par la voix de son Ministre de la Santé, le Pr Nicolas Méda, a présenté ses ambitions globales d'accélération et son choix de mettre en place une gratuité totale de la PF. Une initiative qui coutera près de 39.845.000 USD. Son démarrage est dépendant de l'acquisition des financements ; conscient de cela, l'État s'engage à augmenter sa contribution à l'achat des produits contraceptifs, qui passera de 1 million USD à 2,3 millions USD en 2018. Plusieurs partenaires se sont engagés à soutenir cette initiative, mais il y a un gap financier estimé à 18.353.078 USD. Pour l'année 2018, le cout global est estimé à 15.648.600 USD et après la contribution de l'État et celle de l'UNFPA (3.545.191 USD) le gap financier à rechercher est estimé à 8.558.218 USD.

La Côte d'Ivoire pour sa part, a démarré depuis quelques années avec le soutien de Track20, un processus de renforcement des capacités des acteurs nationaux dans l'utilisation de l'Outil d'Estimation de la Planification Familiale (FPET), afin que ces derniers puissent produire les données sur les indicateurs de PF, mais aussi être à même d'estimer le nombre de femmes additionnelles année après année. Track20 apporte cet accompagnement à l'ensemble des 9 pays sur PO, car disposer des données actualisées facilite la prise de décisions et améliore la coordination de la mise en œuvre des PANB/PF. En effet, la Côte d'Ivoire organise deux ateliers chaque année de consensus sur les données afin que l'ensemble des acteurs de la PF contribuent non seulement à leur analyse mais aussi à leur validation afin de mieux informer les décideurs.

Le Sénégal a présenté une innovation réussie sur le Partenariat Public-Privé comme stratégie de pérennisation du dernier kilomètre au Sénégal. En effet, parti en 2012 avec un taux de rupture

de stocks de 80% dans les points de prestation de services (PPS), la mise en place de l'*Informed Push Model* (IPM) avec l'appui de ses partenaires et surtout du scénario avec le secteur privé, a permis au Sénégal de stabiliser sa chaîne d'approvisionnement et atteindre un taux moyen de ruptures de stocks de 1,87% en 2017. Ce qui est assez innovant et peut être considéré comme un modèle à exporter, c'est le fait que malgré les coûts élevés du scénario avec le secteur privé, le Sénégal a réussi à mettre en place un mécanisme qui permet au système de s'autofinancer et de supporter les coûts de la distribution.

Du point de vue des **bailleurs de fonds**, ils considèrent le Partenariat de Ouagadougou comme une innovation dans la sous-région de par sa configuration et son fonctionnement. En effet, depuis son lancement en 2011, le PO offre une bonne plateforme d'acteurs à laquelle de nouveaux bailleurs se sont joints. Avec l'arrivée récente du Canada dans la famille du PO et celle du Royaume des Pays Bas l'an dernier, on peut aisément conclure que l'initiative du PO était effectivement innovante et devrait contribuer à mobiliser plus de ressources pour améliorer la santé des femmes et des filles de la sous-région. Aussi, avec un objectif commun fixé et ensuite répartis entre les pays en fonction de leurs capacités et leur poids démographique, le PO favorise les échanges et les partages d'expériences et renforce la redevabilité entre les pays.

La **Société civile** pour sa part continue d'être un acteur déterminant dans le repositionnement de la planification familiale dans les pays du PO et ce rôle se précise dans la phase d'accélération 2016-2020. Des coalitions d'organisations de la société civile (OSC) sont présentes dans les 9 pays du PO avec l'appui du Projet CS4FP Plus, financé par la Fondation Hewlett et le Royaume des Pays Bas. Ils offrent des services de SR/PF en parfaite harmonie avec les priorités des PANB/PF. Ils disposent aussi de groupes influents de Jeunes Ambassadeurs pour la SR/PF qui ont été formés sur la communication effective via l'utilisation des médias sociaux et les blogs. Les OSC, y compris les Jeunes Ambassadeurs, mènent de façon régulière des campagnes de plaidoyer et de sensibilisation sur la SR/PF. Les religieux et chefs coutumiers sont également mobilisés et très impliqués dans les actions de sensibilisation.

Le **Secteur privé** est également un acteur important du PO. Depuis plusieurs années, on parle de la mobilisation des financements du secteur privé. Cela reste encore une approche difficilement réussie, mais le secteur est présent dans les pays du PO et accompagnent plusieurs pays avec des approches visant à renforcer le Partenariat Public-Privé.

3.2 La diversité d'expériences entre les Partenaires

Quatre sessions parallèles ont été organisées entre les pays et les partenaires, afin de renforcer les apprentissages d'expériences menées dans les pays et qui contribuent à maintenir le momentum du PO.

3.2.1 Etendre l'accès des femmes à la PF

Il s'agit d'une session qui rassemblait l'offre et la demande de services. Elle a en effet porté sur l'efficacité et la pérennité de l'offre et de la demande. Quatre expériences ont été présentées : (1) la faisabilité et acceptabilité de l'auto-injectable comme une forme de choix et d'autonomisation par Path ; (2) l'offre de plus de choix aux femmes avec l'introduction de l'Anneau Vaginal à Progestérone-AVP dans les pays du PO par PopCouncil ; (3) les barrières à l'intégration des services de PFPP dans les pays du PO par Jhpiego et (4) la segmentation de la demande et efficacité du ciblage des clientes en PF par PSI. On peut retenir de cette session que :

- Sur la demande : une initiative de segmentation de la demande se développe dans quelques pays (Bénin, Côte d'Ivoire, et Niger). Elle permet de relancer les efforts de création de la demande, et il y a beaucoup de données sur les « segments » au Niger et en Côte d'Ivoire. Cependant, l'évaluation de son impact sur le changement de comportement et la stratégie de diffusion des messages à la suite de la segmentation doit encore être effectuée.
- L'efficacité de l'auto-injection de Sayana Press est prouvée dans de nombreux contextes, y compris dans les pays du PO. Il offre le potentiel de répondre aux besoins des femmes, augmentant ainsi le nombre d'utilisateurs et diminuant l'abandon. Cependant, les coûts-avantages dépendent largement du système de santé.
- L'Anneau Vaginal à Progestérone (AVR) permet d'élargir la gamme de produits et offre d'autres choix aux femmes. Cependant, les données préliminaires sont rares et d'autres tests sont nécessaires pour déterminer quand et comment cette nouvelle méthode peut avoir un impact sur la prévalence contraceptive.
- La PFPP est une priorité pour les pays du PO, mais sa mise en œuvre reste mitigée. Les défis actuels restent la focalisation des actions sur les clientes, la collecte de données, leur analyse et la production de rapports démontrant l'impact de la PFPP.

3.2.2 Accélérer la mise en œuvre des approches à hauts impacts des PANB/PF

Cette session a eu également cinq interventions :

- Utiliser les approches à hauts impacts pour booster les objectifs des PANB par Track20
- La délégation des tâches en PF : une approche simple et accessible par le Ministère de la santé du Burkina Faso
- Optimiser les capacités du niveau communautaire à travers l'introduction du Sayana Press par le Ministère de la santé du Bénin
- L'opérationnalisation de la résolution régionale sur la délégation des tâches par l'OOAS et l'OMS.

Il est ressorti des discussions que les initiatives à haut impacts ne peuvent avoir de résultats que si elles sont accompagnées d'une volonté politique de haut niveau permettant de lever des barrières et soutenir les actions qui sensibilisent et informent les populations. Pour aider les pays à mieux se focaliser sur les approches à haut impact, l'UCPO à travailler avec Track20 pour

identifier sur la base du modèle FPGoals et les PANB/PF des pays de PO, les initiatives à haut impacts qui faciliteraient l'accélération. Par ailleurs, la récente résolution de l'OOAS/OMS sur la délégation des tâches quant à elle, pourrait constituer une porte d'entrée pour la mise à l'échelle des stratégies à hauts impacts comme la délégation de l'offre des méthodes de longues durées d'action (DIU et implant) par les accoucheuses auxiliaires et brevetées et l'offre des injectables, ainsi que l'initiation des pilules par les agents communautaires.

3.2.3 Mobiliser les financements alternatifs pour les PANB/PF

La question du financement des PANB/PF a toujours été présente à chaque réunion annuelle du PO. En plus des financements classiques des États et les bailleurs de fonds, des initiatives nouvelles et des questionnements soulevés sur la pérennité permettent aujourd'hui de partir du postulat que si les pays veulent atteindre le dividende démographique, il faut une implication réelle et une appropriation du financement de la santé par les communautés territoriales décentralisées.

Cette session a donc permis de rassembler les interventions, sur : (1) Le plaidoyer des parlementaires pour l'augmentation des ressources internes pour la PF faite par une parlementaire de l'île des Comores ; (2) L'expérience du Bénin sur la mobilisation d'autres sources de financements ; l'expérience du Niger sur l'analyse des gaps financiers des PANB/PF ; et enfin (4) une présentation de la Banque Mondiale sur l'utilisation du GFF pour combler les gaps en financement.

On peut retenir de cette session que bien que la PF reste une priorité pour les bailleurs de fonds du PO et que leurs contributions financières soient restées stables entre 2014 et 2016, le contexte actuel global en termes de financement des programmes de PF est source de préoccupations.

Il apparaît aussi essentiel que les pays du PO engagent une réflexion approfondie sur les alternatives de financements endogènes, notamment ceux des collectivités territoriales décentralisées en saisissant les opportunités qui leur sont offertes par le challenge initiative (TCI). Cela rentre aussi dans la logique des récents engagements renouvelés à Londres, où en plus d'une volonté des pays d'augmenter d'au moins 10% par an, la contribution de leur gouvernement à l'achat de produits contraceptifs, les pays souhaitent aussi mettre en place une approche inclusive de la mobilisation des ressources impliquant des collectivités territoriales décentralisées pour assurer la responsabilité du financement de la santé de leurs populations.

3.2.4 Engager davantage les jeunes

La quatrième session parallèle de cette réunion annuelle a porté sur les jeunes et les réflexions sur les meilleures approches de toujours mieux engager et impliquer les jeunes dans la course vers les objectifs de 2020. Cette session animée par les jeunes, a offert aux participants 4 interventions à savoir : (1) L'accélération des progrès du PO par la responsabilité des jeunes, par

la représentante des jeunes au sein du groupe de référence de FP2020; (2) Mieux prendre en compte les droits reproductifs des jeunes filles, par Équilibres et Populations; (3) L'éducation sexuelle et complète pour les jeunes au Togo, par le Ministère de la Santé du Togo; et la dernière (4) La position des leaders religieux sur la SSRAJ et la révolution contraceptive par le Cadre des Religieux pour la Santé et le Développement.

La session a permis de mettre en évidence les initiatives autour des jeunes dans les efforts de repositionnement de la PF et de partager les expériences qui mettent les jeunes au centre de l'action, et qui prennent efficacement en compte leurs besoins réels en termes de droits, d'offre de service mais également de capacitation leur permettant d'éviter les grossesses non désirées et promouvoir une sexualité responsable. Les participants ont surtout partagé les approches ayant fait leurs preuves dans l'engagement des jeunes dans les activités de promotion et de pratique de la planification familiale ont été partagées ; et enfin de montrer le rôle des leaders religieux et communautaires dans la promotion d'une sexualité responsable des jeunes, et de les interpeler sur leur rôle d'accompagnement qui ne doit pas se limiter qu'aux jeunes en union.

IV- REGARDS VERS L'AVENIR

Maintenir le momentum passe par une communication continue, un plaidoyer soutenu et le partage des expériences diverses visant à renforcer les efforts des uns et des autres. Le troisième et dernier jour des réunions annuelles du PO est souvent réservé aux réflexions sur l'avenir. Comment renforcer ce momentum afin d'avancer vers l'atteinte des résultats attendus du PO ? Pour cela, les différentes parties prenantes se concertent pour mieux adresser les défis relevés durant les journées précédentes.

4.1 Concertations des pays

Lors de la concertation des pays, constitué des représentants des ministères de la santé, des partenaires de mise en œuvre et de la société civile, les acteurs ont échangé sur 2 éléments essentiels : (1) Comment rendre le Partenariat de Ouagadougou fonctionnel et efficace au niveau pays ? (2) Comment assurer un meilleur suivi des engagements de Londres 2017 ?

4.1.1 Rendre le partenariat fonctionnel au niveau pays.

Sur la base d'une présentation introductive qui exposait les fils conducteurs du PO, à travers sa structuration, ses points focaux et le momentum maintenu jusqu'à ce jour, les insuffisances dans sa fonctionnalité au niveau des pays, les représentants des délégations pays ont été invités à réfléchir en groupe sur les mesures à mettre en œuvre pour améliorer l'efficacité du PO dans leur pays, du fait qu'au niveau régional le PO est assez efficace.

En effet, le PO et FP2020 disposent de 4 points focaux dans chaque pays, ces derniers disposent de termes de référence, et constituent un formidable relais de la dynamique régionale du PO. Les pays ont suggéré que pour que le PO soit fonctionnel au niveau des pays, il faut dans un premier temps, la tenue régulière des instances de coordination des PANB/PF qui permettent

de mieux coordonner et suivre la mise en œuvre des activités des PANB. Ils ont également évoqué la nécessité d'avoir un dialogue régulier entre tous les acteurs nationaux en vue d'être informé sur la mise en place des engagements pris. Pour cela, deux recommandations ont été formulées :

- **Rendre fonctionnel les instances de coordination** : la possibilité d'avoir un petit secrétariat qui accompagnerait les ministères de la santé et les autres points focaux à organiser régulièrement ces réunions de coordination a été discutée.
- **Les 4 points focaux doivent être des catalyseurs du momentum au niveau de chaque pays** : Les TDR des points focaux doivent être largement diffusés, et ces derniers doivent partager régulièrement les informations sur la dynamique régionale (PO) et la dynamique globale (FP2020) et se réunir régulièrement pour faire le point sur la mise en œuvre de leur feuille de route, qui doit mentionner le soutien à la tenue régulière des instances de coordination.

4.1.2 Mieux suivre les engagements renouvelés à Londres

Une présentation introductive a également permis aux pays de comprendre l'importance pour eux de suivre les engagements qu'ils ont renouvelés en juillet 2017 lors du sommet de Londres. Illustrés d'une série d'expériences en matière d'outils de suivi des engagements, les pays ont pu continuer leurs réflexions en groupes et faire des propositions à mettre en œuvre en 2018 afin d'avoir une visibilité sur la mise en œuvre des engagements.

Il est ressorti des discussions et des réflexions des pays, qu'il serait pertinent qu'ils se dotent d'outils permettant de suivre la mise en œuvre de chaque engagement à l'image du Motion Tracker développé en Ouganda. En effet, il s'agira pour chaque pays de travailler à convertir chaque engagement pris en indicateurs pertinents de suivi, et leur renseignement progressif fournira suffisamment d'informations sur la mise en œuvre de chaque engagement, mais aussi les contributions de tous les acteurs impliqués dans cette mise en œuvre.

4.1.3 Concertation des Jeunes et des membres du Think Tank Jeune

Les jeunes représentent plus de 50% de la population des pays du PO et lors de la réunion d'Abidjan, qui avait pour thème central les jeunes, ils avaient formulé des recommandations précises qui ont abouti à la mise en place d'un groupe de réflexion rassemblant les acteurs régionaux de la SRAJ. La réunion annuelle de cette année était l'occasion pour eux de faire le point sur la mise en œuvre des activités de la feuille de route 2017 du groupe de réflexion.

La feuille de route 2017 du groupe de réflexion Jeune, avait défini quatre thématiques de travail, pour lesquels une participation des jeunes étaient requises, mais on a constaté une faible participation des jeunes aux réunions téléphoniques des groupes thématiques. Deux groupes thématiques ont été relativement actifs. Il s'agit du groupe thématique travaillant sur la prise en compte des jeunes dans les nouveaux PANB/PF, qui a travaillé avec les jeunes du Burkina Faso et du Togo afin que ces derniers soient impliqués dans le processus de renouvellement des PANB et plaider pour que les activités ciblant les jeunes soient prises en compte. Ainsi, la

proportion des activités ciblant les jeunes, a progressée dans le PANB du Burkina Faso de 6% à 29%, et de 9% à 26% dans le nouveau PANB du Togo. Le groupe thématique qui travaille sur l'efficacité des interventions fondées sur les preuves dans le développement et la mise en œuvre des PANB a aussi été actif durant l'année et a organisé un atelier régional de renforcement des capacités d'une trentaine des jeunes sur les évidences des pratiques à haut impact au bénéfice des adolescent(e)s et jeunes en tant qu'acteur de plaidoyer.

Trois recommandations ont été formulées à la suite de cette concertation :

- Avoir un point focal jeune des pays du PO au sein du groupe de référence de FP2020 qui sera en relation avec les points focaux jeunes des pays.
- Mettre en place des mécanismes de financements spécifiques aux réseaux de jeunes pour soutenir le travail de plaidoyer pour, par et avec les jeunes dans les pays du PO.
- Appuyer l'organisation d'un forum annuel géré par les jeunes pour favoriser la coordination des réseaux, renforcer leurs capacités et assurer le suivi des engagements pris.

V- CONCLUSION

La 6^{ème} réunion annuelle du Partenariat de Ouagadougou qui s'est tenue à Conakry du 12 au 14 décembre, a permis d'apprendre que pris ensemble, les 9 pays du PO sont sur la bonne voie vers l'atteinte de l'objectif de 2,2 millions de femmes additionnelles d'ici 2020. Mais pris individuellement, seuls 3 pays sur 9 réalisent de bonnes performances. Les autres pays doivent redoubler d'effort afin de se mettre réellement dans l'accélération. Pour cela, ils disposent de plusieurs recettes qui pourront les aider à améliorer leurs indicateurs, notamment le passage à l'échelle des initiatives à hauts impacts comme la délégation des tâches, la planification du post partum, le ciblage et l'implication des jeunes et la distribution à base communautaire.

Même si les pays du PO sont encore loin de la révolution contraceptive, il n'en demeure pas moins important d'en initier la réflexion dès à présent et de baliser la voie pour que les pays se positionnent dans une telle perspective. Du fait du momentum sur la thématique SR/PF, de l'engagement des acteurs et des initiatives en cours d'exécution, l'espoir est permis que l'Afrique de l'Ouest pourra rapidement rattraper son retard.

Les participants ont à travers leurs messages positifs et messages d'espoir (annexe 2) rappelé l'importance de l'autonomisation de la femme à travers le renforcement de l'offre de services et de la disponibilité des produits contraceptifs. Inviter les gouvernements à faire plus d'efforts en investissant sur l'achat des produits contraceptifs, afin que l'accès universel à la contraception reconnu comme un des leviers importants pour la réalisation dividende démographique, soit une réalité tant souhaitée et constamment réitérée par les jeunes ambassadeurs de la SR/PF. Ils ont aussi exhorté les gouvernements à faire de l'autonomisation de la femme, un levier vers l'atteinte du dividende démographique.

VI- RECOMMANDATIONS DE LA REUNION ANNUELLE 2017

A l'issue des trois jours d'échanges et de discussion sur le Partenariat de Ouagadougou, les progrès réalisés, les difficultés rencontrées et les perspectives qui devraient permettre d'accompagner les pays vers l'atteinte des résultats attendus, quelques recommandations ont été formulées pour les trois (3) années restantes pour la phase d'accélération.

- Au regard du progrès réalisé par les 9 pays, il a été recommandé de mettre l'accent sur l'accélération. Cela se fera à deux (2) niveaux : Pays et régional :
 - 🕒 Au niveau régional : des actions seront entreprises sous le leadership du Ministre de la Santé du Burkina Faso, en tant que représentant des pays du PO au groupe de référence de FP2020 afin de maintenir le momentum dans les pays du PO pour l'accélération de la mise en œuvre des PANB/PF.
 - 🕒 Au niveau de chaque pays, l'accent devra être mis sur l'effectivité des instances de coordination, permettant d'assurer un meilleur alignement des actions des partenaires sur les priorités des PANB/PF et accélérer le passage à l'échelle des approches à haut impact. Pour cela, le rôle des points focaux du PO et de FP2020 sera déterminant.
- Les pays se sont réengagés à atteindre les objectifs de 2020. En plus de l'objectif quantitatif chiffré de 2,2 millions de femmes additionnelles, il y a aussi les engagements renouvelés au sommet de Londres. Il a été recommandé de mettre en place un mécanisme qui permet de suivre la mise en œuvre de ces engagements, y compris les engagements régionaux afin de renforcer la redevabilité.
- Le thème et les échanges au cours de la RA2017 ont permis de comprendre l'importance d'instaurer une équité dans l'offre des services de SR/PF si l'on veut réussir l'autonomisation de la femme. De plus, aucun pays ne pourrait faire sa révolution contraceptive, s'il n'apprend pas des succès et des échecs des autres. Il a été donc recommandé, de mettre en place des politiques sanitaires qui ciblent et touchent toutes les couches des populations, y compris celles en situation de vulnérabilité ; mais surtout que les pays continuent à partager et apprendre des expériences diverses comme la délégation des tâches, l'introduction du DMPA-SC, la PFPP, les initiatives porteuses axées sur les jeunes, etc.
- Au cours des prochaines années, le plus grand atout des pays du PO, mais aussi leur talon d'Achille potentiel va être sa population jeune et nombreuse. Aucune stratégie de développement ne peut plus se faire sans prendre en compte cette jeunesse. Pour cela, il a été recommandé de maintenir la dynamique entamée il y a quelques années en maintenant les jeunes au centre des politiques de santé et particulièrement dans les PANB/PF. Cela doit se faire de façon inclusive en impliquant les collectivités territoriales décentralisées, qui joueront un rôle déterminant dans l'accélération.

ANNEXES

ANNEXE 1 : Résultats du 3^{ème} Concours d'excellence en production médiatique sur la PF

LA DELIBERATION DU JURY DONNE LIEU AUX RESULTATS SUIVANTS

1) PRIX RADIO :

Premier Prix : Abdoulaye Moumouni Yacoubou, journaliste à la radio-télévision du Bénin (ORTB). Station de Parakou pour son émission « Les grossesses scolaires : prévenir ou assumer » ; (25,28/30).

Deuxième prix : Evéline Akpédjé Ayodélé Sagbohan, journaliste à Radio Bénin pour son émission « La contraception : une alternative au maintien des filles à l'école ». (23,28/30).

2) PRIX PRESSE ECRITE/EN LIGNE

Premier Prix : Abdoul Aziz Nabaloum, journaliste au quotidien « Sidwaya » (Burkina Faso) pour son article « Accroissement démographique : un « baby boom » non maîtrisé à Bobo Dioulasso » ; (25,42/30).

Deuxième Prix : Boureima Sanga, du journal Sidwaya en ligne (Burkina Faso) auteur de l'article intitulé : « Centres jeunes santé au Burkina : une initiative inachevée », (23,92/30).

3) PRIX BLOGS

Premier Prix : Agbazahou Styline Alexine Sèmévo du Bénin pour le texte paru dans son blog et intitulé : « Les tabous qui nous brisent » (20,35/30).

Deuxième Prix : Bassératou Kindo pour le texte de son blog avec le titre suivant : « Les effets secondaires des contraceptifs : la méthode de communication pour rassurer les femmes », (20,14/30).

ANNEXE 2 : Messages Positifs des parties prenantes du PO

1) Messages des Elus/Maires en faveur de la PF

Les élus locaux et Maires de communes se sont engagés à :

- Établir une ligne budgétaire dans les plans communaux de développement
- Utiliser les données probantes pour le plaidoyer en direction des autres Maires
- Veiller à l'implication de tous les acteurs clés (ONG, Secteur Privé, Leaders religieux, femmes, jeunes)
- Renforcer le leadership des Maires et renforcer les capacités des élus en SR/PF

2) Messages des Leaders religieux et coutumiers

Les leaders religieux partagent une conviction profonde que toutes les familles, quelles que soient leurs convictions religieuses, ont le droit de mener une vie saine exempte de souffrances et de privations. Conscients que la protection de la femme et de l'enfant c'est la protection de l'homme tout court ; que certaines positions pourraient nuire à la santé et la sécurité d'une famille ; que les femmes et les enfants sont nos mères, nos filles, nos sœurs et nos amies et que leur vie est sacrée, que les religions facilitent et encouragent une vie saine et responsable. Les leaders religieux ont lancé un appel solennel pour l'abolition des politiques et pratiques qui ne

protègent pas les femmes et les enfants et qui constituent un risque pour leur santé. Les besoins des jeunes, y compris ceux dans le domaine de la PF, sont spécifiquement importants pour les leaders religieux car les jeunes sont la force et l'espoir de chaque congrégation religieuse et les communautés qu'elles servent.

Femmes : « certains chefs religieux ont compris l'importance de l'espacement des naissances. Beaucoup de filles et de femmes de chefs religieux pratiquent le planning familial.

Imam « Après l'appel du muezzin de la prière du vendredi, on discute son sermon. Puisque le planning familial est d'actualité, on en parle comme les autres faits d'actualité.

3) Messages de la Société Civile

Tout le monde a droit à la santé y compris l'accès, en temps opportun, à des soins de santé acceptables, d'une qualité satisfaisante et à un coût abordable. La Société civile n'est pas seulement un récepteur mais aussi un acteur au niveau communautaire, local, national, régional et mondial.

Afin de provoquer un changement au niveau mondial, la société civile doit veiller à la mise en œuvre des engagements et contribuer à l'amélioration des politiques et de leur suivi. Ils doivent également veiller à l'effectivité de la transparence et de la redevabilité de tous à chaque étape. Pour y arriver, ils ont besoin de plus de reconnaissance et de ressources.

La société civile a le droit d'exercer sa mission et de maintenir le plaidoyer pour amener à respecter les engagements parties prenantes. Le cas du Burkina Faso avec les parlementaires doit faire école pour notre région et au-delà. En effet, les parlementaires ont, non seulement soutenu le maintien de la ligne budgétaire pour les produits contraceptifs, mais aussi augmenter l'enveloppe de 500 millions à 1,3 milliards FCFA en 2018. Notre mouvement doit nous permettre de dupliquer ces bonnes pratiques de veille et de suivi du respect des engagements.

4) Messages des Femmes

S'il est vrai que l'avenir de monde se trouve en Afrique et que l'avenir de l'Afrique ce sont les femmes et les filles, les hommes et les femmes ensemble se doivent tous de s'engager à dessiner les contours d'un nouveau contrat social de genre à accélérer la révolution contraceptive en Afrique.

Ils nous reviennent alors, maintenant et tout de suite de nous assurer que les hommes sont avec nous dans cette œuvre de construction d'une société nouvelle, saine et durable fondée sur le respect de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles.

Il nous revient aussi, d'investir sur nos jeunes, garçons et filles pour une éducation de qualité protégeant et garantissant une culture d'égalité entre les sexes et de respect des droits humains.

C'est à ce prix seulement que l'Afrique sera au rendez-vous d'une révolution contraceptive gage d'un développement juste, harmonieux et durable.

5) Messages des Jeunes

Les jeunes ont salué leur forte participation à cette 6^e Réunion Annuelle, qui est devenue une tradition depuis quelques années.

Les jeunes afin de provoquer un changement à l'échelle mondiale, ont accepté de leur côté de

s'informer et de s'éduquer soigneusement pour avoir un rôle plus actif dans les processus de développement et de mise en œuvre des politiques et programmes de SR/PF mais aussi de plaider pour un accès amélioré de tous les jeunes, y compris les jeunes en situation de vulnérabilité, aux informations et aux services.

Exemple concret 2017 : au Burkina SOS-JD, les JA sont parvenus à augmenter l'inclusion de jeunes dans les PANB de seconde génération de 9 à presque 30%. C'est aussi le cas du Sénégal avec le Think Tank Jeune du réseau Siggil Jigeeen qui a eu le quitus de la DSRSE en disposant d'un draft de plan d'action pour les adolescents et les jeunes en appui à la mise en œuvre du cadre organique national de PF 2016-2020 avec comme objectif l'augmentation du budget alloué aux activités jeunes de 1 à 10%.

Au vue de ces exemples, nous jeunes, profitons de cette occasion pour réitérer notre engagement auprès de l'UCPO et de ses partenaires pour faire de cette Afrique Francophone un exemple en matière de planification familiale et de lutte contre la mortalité pour relever les défis de la capture du dividende démographique. L'autonomisation des femmes est possible avec l'engagement de tous.

6) Messages des Bailleurs

Nous vous remercions infiniment pour ces 3 jours enrichissants d'expériences, d'échanges et de rencontres. Nous repartons de la Guinée plus encouragés que jamais, avec dans nos valises une meilleure appréciation de vos perspectives, besoins et aspirations. S'il était possible de résoudre les questions et sujets dont nous avons débattu rien qu'avec la conviction et la passion, nous n'aurions sans nul doute plus rien à vous apporter du côté des bailleurs.

Malgré les engagements de part et d'autre et les avancées constatées, il reste beaucoup à faire ; trop de filles et de femmes témoignent encore des conséquences du non accès aux services et produits de PF.

Nous Bailleurs, restons à vos côtés et sommes ravis qu'un nouveau bailleur vienne se joindre au partenariat en l'occurrence le Canada. Chacun de nous a un rôle à jouer. Nous sommes convaincus qu'une meilleure coordination et collaboration au niveau pays nous conduira à nos objectifs d'ici 2020.

Nous vous encourageons donc à développer davantage les mécanismes nationaux de coordination et de suivi ainsi que leur mise en œuvre. Cette intensification de la coordination contribuera sans aucun doute à ce que les engagements politiques et financiers soient respectés, et à ce que les partenaires travaillent de façon agencée, à ce que les activités soient en phase avec les besoins du pays, et enfin que les pratiques efficaces soient partagées et étendues aux niveaux national et communautaire. Il est particulièrement important que nos efforts soient inclusifs de façon à impliquer les populations que nous tentons d'appuyer ; notamment les jeunes filles et les femmes.

7) Messages des Gouvernements

Le ferme engagement des gouvernements envers la PF et l'autonomisation de la femme peut être encore plus solide avec le développement et la mise en œuvre de mécanismes nationaux de suivi et mis en œuvre. Le leadership des gouvernements est primordial pour que ces mécanismes deviennent une réalité et que leur composition inclut toutes parties prenantes (y

compris les adolescents et les jeunes) engagées dans la révolution contraceptive. Les gouvernements comptent donc intensifier leurs efforts pour assurer que les engagements pris librement soient tenus.

Exemple concret : Niger Un accent particulier a été mis sur les adolescents et les jeunes) et 15% du budget du PANB révisé en 2017 est alloué à des interventions ciblant la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes. Le Gouvernement du Niger a engagé le processus de révision des textes réglementaires pour la mise en œuvre de la délégation de tâches du paquet de service SR/PF aux agents de santé communautaire. Le Niger s'est engagé à mobiliser des ressources domestiques auprès du secteur privé et des collectivités territoriales pour appuyer le financement de la SR/PF et des urgences humanitaires. Un nouveau modèle de chaîne d'approvisionnement et de distribution efficace et pérenne sera mis en place jusqu'au dernier kilomètre. Le Niger s'est engagé à mettre en place une instance multi sectorielle fonctionnelle de coordination des questions liées au dividende démographique auprès du Ministre de la renaissance culturelle.

ANNEXE 3 : Agenda, Dossier Média et Photos ; Participants

<http://ra2017.partenariatouaga.org/>

<http://ra2017.partenariatouaga.org/participants/>

ANNEXE 4 : Documentation de la RA2017 (Discours, Brochure, TDR, Présentations, Fiches Pays)

<http://ra2017.partenariatouaga.org/documents/>